

L'éducation est un investissement ...



**Contre la destruction du Service Public
Contre la sélection sociale à l'école
Contre les milliers de suppressions de postes**

**Pour le Service Public d'Education
Pour la réussite de tous les jeunes
Pour d'autres choix budgétaires**

FSU : pour l'avenir de tous et de toutes !

L'Ecole a fait de grands progrès depuis 30 ans : le niveau de formation de tous les jeunes s'est considérablement élevé mais les inégalités restent fortes.

Tous les jeunes n'ont pas les mêmes conditions de vie et d'études ; ils n'ont pas tous le même rapport aux apprentissages scolaires. L'Ecole doit aider les élèves qui en ont le plus besoin sans rien retirer aux autres.

**L'éducation n'est plus une priorité pour ce gouvernement.
De la maternelle à l'enseignement supérieur, son choix
politique est clair : renoncer à l'éducation pour tous !**

N.Sarkozy « *Dans l'Ecole que j'appelle de mes vœux...les élèves auront moins d'heures de cours... les enseignants, les professeurs seront moins nombreux.* »

(4/9/07, lettre aux éducateurs)

F.Fillon « *La réforme de l'Etat supposera que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de service, moins de personnel, moins d'Etat sur son territoire.* » (12/10/07, convention de rentrée des réformateurs de l'UMP)

X.Darcos « *Passer de 34 à 36 par classe ne changera rien à la réussite des élèves* » (8/4/08/ Libération)

Des milliers de suppressions de postes cette année, des dizaines de milliers dans les années qui viennent... c'est à une attaque méthodique du service public d'éducation que nous sommes confrontés. Moins de postes, c'est moins d'école pour tous, moins d'aide aux élèves en difficulté, des classes de plus en plus chargées, une offre de formation moins diversifiée, une école plus ségrégative et plus inégalitaire...

Quels élèves, et combien, resteront sur la touche ?

NE LES LAISSONS PAS FAIRE !

Pour justifier leur politique destructrice, ils mentent :

Le système éducatif français coûterait trop cher.

FAUX ! Avec 6% du produit intérieur brut (PIB) consacré à l'éducation, la France est légèrement au dessus de la moyenne des pays de l'OCDE, à égalité avec l'Australie et la Finlande, et derrière la Norvège, la Suède, les Etats-Unis et la Corée.

Les élèves Français seraient « à la traîne » dans les évaluations internationales.

FAUX ! Ils sont dans la moyenne des pays participants.

Les suppressions d'emplois seraient justifiées par une baisse importante du nombre d'élèves.

FAUX ! en 5 ans, les suppressions représentent deux fois plus que la fameuse baisse démographique : 1 suppression d'emploi en moyenne pour 8 élèves en moins.

FAUX ! En revanche, dans les écoles où il y a eu une hausse démographique, ils n'ont pas créé tous les postes nécessaires : une création seulement en moyenne pour 45 élèves en plus.

FAUX ! Les effectifs commencent à remonter dans les collèges, et certains recteurs et IA doivent faire appel aux retraités pour assurer des cours.

C'est un choix de société plus injuste, plus inégalitaire...

Sarkozy, Fillon, Darcos ne cessent de répéter qu'il faut réduire la dette publique. Ils n'ont pourtant pas hésité à faire voter 15 milliards de mesures fiscales injustes et inefficaces en juillet dernier. Les services publics sont d'abord une richesse ; ils apportent un plus à la société et à chaque individu sur l'ensemble du territoire (écoles, santé, équipements collectifs...).

Sacrifier l'école, l'Université, la Recherche, c'est sacrifier l'avenir du pays !

Dans le budget 2008, déjà 11 200 suppressions de postes avec des choix régressifs qui vont aggraver les difficultés :

- Classes de plus en plus chargées,
- Remise en cause de la scolarisation des enfants de moins de trois ans à l'école maternelle,
- Réduction des horaires de tous les élèves,
- Suppression de certaines filières, en particulier dans la voie professionnelle
- Disparition de nombreuses options dans les collèges et les lycées,
- Suppression de dédoublements, moins de travail en petits groupes,
- Moins d'adultes, notamment dans les vies scolaires, pour encadrer les élèves en dehors des cours,
- Des COPsy moins nombreux et aux missions dénaturées
- Des remplacements de moins en moins assurés.

Ils annoncent des coupes budgétaires encore plus massives dans les années à venir.

•Supprimer 80 000 postes en 4 ans, c'est aussi bouleverser le système éducatif en profondeur :

- Une école **plus inégalitaire**. L'assouplissement de la carte scolaire, puis sa suppression, vont renforcer la concurrence entre établissements.
- Une école **plus ségrégative** qui remet en cause le collège pour tous et cantonne de nombreux élèves à l'acquisition du seul « socle commun » quand d'autres feront tout le programme...
- Une école qui renvoie le traitement de la difficulté scolaire en dehors du temps scolaire.
- Une école qui **n'offre plus le même service public sur l'ensemble du territoire** : face à la pénurie, les écoles, collèges et lycées seront plus tributaires des collectivités territoriales, de leur volonté ou de leurs possibilités.
- Un service public menacé aussi dans son fonctionnement administratif sur le territoire.

Pour certains, une scolarité réduite, moins longue, moins diplômante ...

<p>Une école qui prive une partie des élèves du droit de faire des études après la 3^{ème}</p> <p>Dans la voie professionnelle, avec la généralisation du bac pro en 3 ans et la suppression de CAP et BEP, on demande aux élèves de faire en 3 ans ce qu'ils faisaient jusqu'ici en 4 ans. Les élèves les plus en difficulté seront découragés d'aller au LP, d'autres risquent d'abandonner en cours de route. Certains collégiens seront même orientés dès la quatrième vers des dispositifs d'alternance .</p>	<p>La loi Fillon instaure un système éducatif où tous les écoliers et tous les collégiens n'auront plus accès aux mêmes contenus d'apprentissage, aux mêmes horaires de cours, aux mêmes droits à poursuivre dans l'une des trois voies du lycée, professionnelle, technologique ou générale. Il y aura :</p> <ul style="list-style-type: none">•ceux qui auront accès à une culture scolaire complète et qui « feront » tous les programmes•ceux qui devront se contenter d'un « socle commun de connaissances et de compétences ». <p>La loi LRU renforce les inégalités et la concurrence entre universités. Elle ne répond pas à la question essentielle de la réussite des étudiants, qui passe par l'amélioration des taux d'encadrement et des contenus de formation en licence, des modalités pédagogiques nouvelles.</p>
<p>Le ministre avait annoncé une réforme des voies générale et technologique du lycée mais il ne cesse de retarder le moment où il dévoilera son projet.</p> <p>Aurait-il peur des mobilisations en cours?</p>	

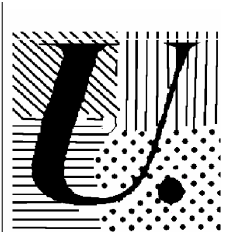
Nouveaux programmes pour l'école primaire : ils font l'unanimité contre eux !
Parents, enseignants, chercheurs, mouvements pédagogiques dénoncent l'alourdissement des contenus, une conception mécaniste des apprentissages, un affaiblissement de la dimension culturelle.
Ces programmes « infaisables » aggraveraient l'échec scolaire et ne permettraient pas à tous les élèves de poursuivre une scolarité réussie au collège.
Vouloir faire trop et trop tôt menace même l'école maternelle où la prise en compte des besoins psychologiques et affectifs des enfants est essentielle.

Dans l'éducation comme dans les autres services publics, la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) organise une attaque de fond contre les personnels, la fonction publique, le service public...

Au niveau budgétaire d'abord, en supprimant des milliers de postes d'enseignants , de personnels administratifs, de vie scolaire, en réduisant le nombre de postes aux concours, en imposant des « heures supplémentaires » pour compenser une partie des postes supprimés, en accentuant encore la précarité.

Au niveau statutaire ensuite avec une autonomie renforcée des établissements, des pouvoirs accrus pour les chefs d'établissement , une remise en cause des concours et la future loi sur la mobilité qui prévoit même le recours à l'intérim !

Dans le second degré : 5 000 postes d'enseignants supprimés ont ainsi été transformés en « heures supplémentaires ». C'est d'abord l'aide aux élèves qui est touchée (ATP en 6^{ème}, aide individualisée en Seconde...). L'accompagnement éducatif (ou « l'école après l'école ») est lui aussi financé uniquement en heures supplémentaires ! Il en est de même des stages de remise à niveau pendant les vacances scolaires.



Enseignants, personnels de santé, sociaux, de vie scolaire, d'administration...

Nous voulons, pour tous, pour l'égalité, un Service Public d'Education

- qui permette la réussite de tous,
- qui assure l'égalité de traitement des élèves sur l'ensemble du territoire
- qui garantisse des horaires et programmes nationaux

Nous voulons, pour tous, une politique éducative ambitieuse

- qui assure l'accès aux lycées dans les voies générale, technologique et professionnelle
- qui dote tous les jeunes d'une culture commune leur permettant de s'affirmer comme citoyens
- qui donne les moyens d'aider les élèves dès que des difficultés apparaissent
- qui ouvre sur de bonnes conditions d'études dans l'enseignement supérieur

Dans l'immédiat,

nous exigeons d'autres conditions pour la rentrée 2008 :

- ♦Un collectif budgétaire pour rétablir les 11200 postes supprimés en 2008 dans le second degré, et permettre des créations pour faire face aux besoins dans les écoles et les universités
- ♦Le rétablissement des postes aux concours à la hauteur des départs à la retraite,
- ♦L'abandon de la généralisation des bacs professionnels en 3 ans et le maintien des BEP,
- ♦Des plans de titularisation pour résorber la précarité,
- ♦L'abandon de la suppression de la carte scolaire,

Pour une autre rentrée

et une autre politique éducative

15 mai, 24 mai, journées nationales unitaires

dimanche 18 mai

Manifestation Nationale à Paris